



L'Internationaliste

"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"

Les capitalistes doivent payer leur crise !



N°82 - Décembre 2008 - 2 Euros

Retrait de la réforme Darcos !

Que signifie la victoire d'Obama ?



Groupe Socialiste Internationaliste
Section française de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV^e Internationale

Edito.

Les capitalistes doivent payer leur crise !

Le G20 s'est réuni le 15 novembre en un « sommet de la finance ». Il a fixé une première réunion le 30 mars pour commencer à envisager les premières mesures pour « réformer » la finance mondiale. Peu avant, B. Obama a été élu président des Etats-Unis d'Amérique. Il a nommé P. Volcker, ancien de l'équipe Reagan et promoteur de néolibéralisme aux USA, à un poste clé de son administration. Comme nous l'avons pronostiqué également, les rododromes de Sarkozy à propos de la refondation du capitalisme n'étaient que de la mousse pour cacher les véritables objectifs du G20 : sauver les banquiers et les spéculateurs, sauver les capitalistes.

Les chefs d'états participant au G20 se sont séparés avec un plan visant à faire supporter l'intégralité de la crise aux travailleurs, aux paysans, à la jeunesse ainsi qu'aux peuples coloniaux et semi-coloniaux. C'est pourquoi, dans ce pays, depuis quelques semaines, nous assistons à un festival de maximes qui, sous l'apparence du gros « bon sens », cachent mal l'escroquerie : « *quand la maison brûle, on commence par appeler les pompiers, on cherche ensuite les éventuels coupables* ». Le 7 octobre, dans *Libération*, L. Joffrin ironise : « *La maison brûle, mais on veut d'abord sauver les idoles.* » ; les idoles, comprendre les dogmes libéraux.

L'offensive est bien en cours, sur tous les plans, y compris idéologiques, pour sauver le système capitaliste lui-même et pas seulement les dogmes néolibéraux. Quand les capitalistes font des profits, ils veulent en être les uniques destinataires. Quand les capitalistes accumulent les pertes, alors la métaphore de la galère revient au devant de la scène : selon ces messieurs et dames, nous serions tous dans le même bateau, il faudrait se serrer les coudes pour faire face à la tempête.

La « relance par l'investissement »

C'est là que Laurence Parisot, présidente du MEDEF, entre en scène, le 18

novembre 2008, répondant ainsi aux revendications sur les salaires qui s'expriment de plus en plus souvent dans ce pays. Elle s'oppose mordicus à toute « relance par la consommation » et prône, elle, la « relance par la production ». Dans un pays impérialiste qui a misé sur une désindustrialisation massive, dans le cadre d'une nouvelle division internationale du travail, augmenter les salaires revient à importer plus de produits de consommation courante.

Pour L. Parisot, il faut faire le contraire : baisser les salaires, pour augmenter la compétitivité et pour exporter plus, quitte à plonger une part grandissante des travailleurs dans la misère. Autre avantage de la mesure pour les capitalistes et leur gouvernement, les importations baisseraient et le déficit commercial du pays diminuerait...

J. Peyrelevade, ex-PDG du Crédit Lyonnais, homme d'expérience donc, prône lui aussi une « relance par l'investissement ». Dans une interview à Ouest France du 1er décembre, il estime que Sarkozy a fait une erreur politique en se présentant comme le président du pouvoir d'achat. Parisot et Peyrelevade, grands patrons, sont donc d'accord sur la poursuite, l'accentuation, l'accélération des contre réformes qui ont un seul but : faire baisser les salaires pour faire remonter le taux de profit.

Le problème, sur le plan de la concurrence entre les puissances impérialistes, c'est que toutes vont aller dans le même sens : c'est donc la course à la misère qui est gravement relancée. Le second aspect de l'offensive touche à la dette publique.

Celui (Sarkozy) qui a dit pendant sa campagne que les ménages de ce pays n'étaient pas assez endettés, revient à la charge sur l'endettement public. Où trouver les capitaux nécessaires à une quelconque « relance » quand on a passé vingt ans à réduire les dépenses publiques, tout en réduisant les impôts, et donc, en gonflant le déficit ? Où,

quand on sait que, chaque année dorénavant les 13,5 milliards d'euros du « bouclier fiscal » manqueront dans les caisses de l'Etat ? Mais pour les capitalistes, le problème est ailleurs.

Etat en faillite cherche 260 milliards d'euros...

Le Premier ministre, F. Fillon, s'est exprimé dans les colonnes du magazine *Challenge* du 27/11/2008. Là encore, le « bon sens » des céréaliers de la Sarthe est appelé à la rescousse : « *Imagine-t-on, au coeur de la bataille, le général en chef s'arrêter pour compter le nombre de cartouches déjà tirées, de veuves et d'orphelins à consoler, de litres de sang versés ?* ». Cependant Fillon n'est pas Churchill...

Les vannes des garanties et du crédit sont grandes ouvertes pour les capitalistes. Sarkozy a annoncé en tout 260 milliards d'euros. C'est avec cela que les « pompiers » ont éteint les incendies provoqués par l'éclatement de la « bulle internet » par exemple, et c'est cela (le crédit facile associé à la spéculation) qui a provoqué l'incendie actuel. Les pompiers du capitalisme sont donc bien des pyromanes.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon veut, à la fois, garantir les engagements des banques, financer la « relance », baisser les impôts et faire reculer les déficits publics : c'est la quadrature du cercle. La « pédagogie » de la peur est donc utilisée sans vergogne. Des centaines d'usines licencient ou ferment du fait de la crise. Mais d'autres prétextent de la crise pour justifier des restructurations, des délocalisations, des licenciements et des fermetures « préventifs » pour faire à une situation qui va, forcément, s'aggraver.

L'Etat n'est pas en reste. Fin 2007, Fillon a utilisé le terme de « faillite » de l'Etat, Sarkozy a confirmé que les caisses de l'Etat son vides. L. Parisot et É. Woerth, le ministre du budget, viennent de participer à une émission de « télévision catastrophe » sur le thème : « 2017, chronique d'une faillite

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO - BP 66 - 94311 ORLY CEDEX FRANCE (adresse pour toute correspondance) - Courrier électronique (E-Mail) : contact@gsi-litqi.org - Site Web : <http://www.gsi-litqi.org/>
Clôture rédactionnelle le 2 décembre 2008 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER - Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

annoncée ». Le plateau était assuré par le très réactionnaire - et proche de Sarkozy - N. Beytout, PDG du pôle « médias » de LVMH et habitué des discrètes rencontres internationales au centre du capitalisme.

L'objectif du gouvernement est de privatiser la dette publique en faisant supporter à chaque famille la charge d'assumer *seule*, par le placement et par l'assurance, l'avenir de sa protection sociale et de l'éducation, payer cher pour ce qui relève encore du service public. Si elles ne le peuvent pas, alors il restera l'action caritative !

Les capitalistes et leur gouvernement veulent prendre appui sur le choc de la crise pour faire passer en bloc l'ensemble des contre-réformes, les mêmes qu'avant la crise. Pour le reste l'Etat ferait appel aux « marchés financiers » pour financer les banques et paierait bien entendu des intérêts à ceux-là

même qui ont... provoqué la crise. Ceux qui bénéficient des réductions d'impôts...

Vive le socialisme !

Cependant, la solution existe bien pour, à la fois, éteindre l'incendie, punir les coupables, s'assurer qu'ils ne récidiveront pas et garantir aux travailleurs et jeunes un avenir décent : faire payer la crise du capitalisme aux capitalistes, au prix fort, en mettant fin à la propriété privée des moyens de production et d'échange ; en établissant, à l'échelle du monde, un mode de production basé sur la propriété collective des moyens de production, sous le contrôle de conseils ouvriers et paysans, le socialisme. Le stalinisme a fait faillite, le capitalisme a fait faillite : vive le socialisme !

Pourtant nous savons que ceux qui n'ont à la bouche que « l'Etat de droit »,

la « démocratie », la « bonne gouvernance », « la lutte contre le terrorisme », ceux qui veulent criminaliser les mobilisations ouvrières et paysannes sont prêts à user de tous les moyens pour défendre leur situation et leurs privilèges. Ce 27 novembre, trois dirigeants syndicalistes, militants de l'USI du Venezuela, ont payé de leur vie leur engagement aux côtés des travailleurs en lutte. Les mercenaires, les hommes de mains, les bandes fascistes font partie du système capitaliste.

Seule la construction d'un état-major international déterminé de la classe ouvrière peut permettre à celle-ci de remettre à l'heure les pendules de l'Histoire en mettant fin, sans états d'âmes, à ce mode de production brutal et corrompu. Cet état-major, c'est l'internationale ouvrière révolutionnaire qui pour nous, LIT-QI et GSI, est la IV^{ème} internationale.

Déclaration du GSI

En Europe et en France, Unifions les luttes contre les gouvernements au service des spéculateurs et des banquiers !

La crise « financière » est en réalité une crise économique d'ampleur mondiale. Tous les secteurs sont touchés, les banques et les assurances arrivant en tête. Ainsi, Citigroup -qui, fin 2007, était la septième banque au monde- vient de se voir attribuer une garantie de 200 milliards de dollars de la part de l'Etat fédéral US. Après avoir supprimé 23 000 emplois ces derniers mois, Citigroup annonce encore 50 000 nouveaux licenciements, soit en tout près d'un quart de ses effectifs licenciés sur un très court laps de temps. Cet exemple est emblématique de ce qui se passe dans tous les pays et dans tous les secteurs. Les plans de licenciements massifs, après avoir frappé les banques et les assurances, frappent désormais l'automobile, le bâtiment, les travaux publics, l'industrie et les transports. En effet, la récession s'étend dans le monde entier. Tous les pays de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique), sont touchés. Alors que la « zone euro » est en récession, il faut le culot monstrueux d'un gouvernement

Sarkozy pour oser tabler, dans ce pays, sur une croissance de... 0,1% en 2009 !

Le Bureau international du travail prévoit 20 millions de chômeurs dans le monde en 2009

Dans toute l'Europe, des milliers de licenciements sont annoncés chaque jour : Unilever, 12 000 ; Hewlett-Packard, 9 300 ; Arcelor-Mittal, 9 000 ; BMW, 8 100 ; British Telecom (BT), 10 000 ; Alitalia et Air One, 10 000 ; et Skanska, Nokia, HSBC, le Crédit Suisse, etc., la liste s'allonge tous les jours. En Espagne, pour le seul secteur de l'automobile, 50 000 emplois seraient en danger en 2009. Le Bureau international du travail prévoit 20 millions de chômeurs supplémentaires dans le monde en 2009, soit en tout 210 millions !

Sarkozy nous avait prévenus : « on ne pourra pas évi-

ter qu'il y ait des licenciements »...

En France, les plans de licenciements se succèdent : 6 000 suppressions d'emplois chez Renault, 3 550 chez PSA, 1 400 chez Arcelor Mittal... Le nombre de mises en chantier dans la construction résidentielle devrait tomber de 430 000 à environ 330 000... L'industrie poursuit sa chute : -14 200 postes sur le trimestre, -52 900 postes sur un an... La France a détruit plus d'emplois qu'elle n'en a créés au troisième trimestre 2008. La crise financière est bel et bien une crise économique et sociale aux conséquences concrètes et dramatiques pour des millions d'individus.

Dans toute l'Europe les luttes se multiplient

Partout dans le monde, la mobilisation s'est engagée, à des degrés divers. Sur tout le continent européen, des manifestations et des grèves se développent contre les fermetures d'usines, contre les licen-

ciements, contre la remise en cause de la protection sociale, de la santé et de l'éducation.

En Italie, le 30 octobre, l'éducation publique a été secouée par un très important mouvement de grève, 90% des écoles du pays étaient fermées et 1 million de personnes ont défilé à Rome contre la suppression de 130 000 postes d'enseignants... Au Portugal, le 08 novembre, plus de 100 000 professeurs ont manifesté contre la politique du gouvernement Socrates en matière d'éducation... En Espagne, le 13 novembre, les manifestations contre le plan Bologne de privatisation de l'université, et contre la privatisation de la santé ont rassemblé au total plus de 40 000 personnes...

En France aussi les mobilisations se multiplient

Dans notre pays, les revendications pour les salaires et pour la défense de l'emploi sont au premier plan des grèves et, dans certaines entreprises, la pression des travailleurs est si forte que les directions syndicales se sont vues contraintes à mobiliser ensemble, dans l'unité. Les exemples ne manquent pas.

Le jeudi 20 novembre, la journée de mobilisation dans l'Education contre les réformes Sarkozy-Darcos (qui prévoient 85 000 suppressions de postes), a été réussie avec plus de 200 000 manifestants, une grève massivement suivie dans le primaire, et des manifestations dans toute la France... Le jeudi suivant, des milliers de chercheurs ont manifesté contre la réorganisation du CNRS, dénonçant la suppression de 900 postes et la diminution de 25% des places au concours d'entrée du CNRS ; environ 200 protestataires ont occupé le siège de l'Agence nationale de la recherche (ANR) à Paris, symbole de la précarité croissante des emplois dans la recherche.

Pour sa part, le service public de télévision était, lui, en grève et dans la rue le 25 novembre, pour protester contre le projet de loi sur l'audiovisuel public, examiné à l'Assemblée nationale. Il y avait 85 % de grévistes à France Télévisions selon les syndicats, 43 % selon la direction. « On veut rester indépendants » ont scandé, entre autres mots d'ordre, les 4 000 manifestants, qui n'ont pu approcher du Palais-Bourbon, défendu par une barrière de gendarmes...

Les salariés de l'ANPE se sont aussi massivement mobilisés, le lundi 1^{er} décembre avec près 70% de grévistes, contre les conditions de mise en oeuvre de la fusion

avec les ASSEDICS. Plus de 400 agences étaient fermées, sur un total de 1 000 points d'implantation (la naissance juridique de Pôle emploi, organisme issu du mariage entre l'ANPE et les Assedic, étant prévue pour le 1^{er} janvier 2009).

Ce même lundi, les praticiens urgentistes des hôpitaux ont entamé une grève illimitée contre les suppressions de postes, et contre leurs conditions de travail qui se dégradent mois après mois.

Pour unifier les luttes et les revendications...

Face à la multiplication des plans sociaux, à la précarité des intérimaires et des CDD, au chômage technique, aux suppressions d'emplois dans la fonction publique ; face à la multiplication des luttes en ordre dispersé et aux violentes attaques des gouvernements européens, menées contre les travailleurs avec la complicité de la CES (Confédération Européenne des Syndicats), nous devons nous unir !

Le « diviser pour mieux régner » du gouvernement Sarkozy-Fillon a assez duré ! C'est pourquoi, nous devons imposer aux confédérations syndicales l'unité d'action jusqu'au bout, jusqu'à la défaite de ce gouvernement. Il en va de la survie de millions de travailleurs et de jeunes ! Les syndicats doivent être au service des travailleurs, leurs dirigeants doivent être nos représentants et non les « partenaires sociaux » du gouvernement et du MEDEF.

... Il faut s'organiser !

Aujourd'hui, en France, il n'existe pas de parti politique qui défende ouvertement, tout de suite, maintenant, une perspective révolutionnaire de rupture avec le système capitaliste, pour une société socialiste. Toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière, de « gauche » ou d'« extrême gauche », refusent la rupture avec l'ordre institutionnel. Elles refusent d'ouvrir la voie de la grève générale. Elles refusent d'œuvrer à la mise en place de comités de grève, centralisés dans un comité national central de grève.

Elles ne font pas de la lutte contre les bureaucraties syndicales et politiques, pour la défense de l'indépendance de classe des syndicats, un axe politique essentiel. Aussi, et nous le savons par expérience, pour réaliser l'unité contre le gouvernement il nous faudra, comme lors de la mobilisation contre le CPE, nous battre contre la division orchestrée par les bureaucraties syndicales et politiques.

Assez des journées d'actions en ordre dispersé et sans lendemain, alors que nous

avons un seul et même ennemi ! Vive l'unité des travailleurs ! Aujourd'hui, plus que jamais, ce qui fait défaut en France, c'est un parti révolutionnaire internationaliste pour le socialisme ! Ce qui fait défaut, c'est un parti qui défende jusqu'au bout les intérêts des travailleurs. Un parti qui défende un gouvernement ouvrier et paysan issu de la mobilisation révolutionnaire des travailleurs et des jeunes, issu de la rupture avec le capitalisme et ses institutions. C'est pourquoi nous appelons les travailleurs, les jeunes, les militants, à nous rejoindre pour construire la LIT-QI et sa section française.

Par ailleurs, pour tenter de répondre en partie à l'urgence de la situation, le GSI a commencé à constituer dans la jeunesse des Comités Anticapitalistes d'Action pour le Socialisme. Ces comités peuvent être un instrument pour l'action et l'organisation politique, pour aider à la mobilisation.

Pour le socialisme !

Tant que les capitalistes resteront aux commandes de l'économie, ils nous feront payer leur crise et reprendront ensuite leur course vers l'abîme, vers la barbarie qui déjà menace le monde. La solution pour éviter ce péril qui plane sur l'humanité, c'est de retirer tout pouvoir aux capitalistes. C'est pourquoi, il faut leur retirer la propriété des moyens de production et d'échange. Nous avons besoin d'un mode de production basé sur la socialisation des moyens de production à l'échelle du monde, un mode de production seul à même de satisfaire les besoins sociaux et vitaux de l'humanité.

Oui ! Le mode de production capitaliste a failli, il doit céder la place au socialisme.

**Pour l'unité d'action,
pour l'unification des luttes,
pour la grève générale :
Mobilisation jusqu'au bout !**

**Pour un gouvernement des
ouvriers et des paysans :
Dehors le gouvernement Sar-
kozy-Fillon !**

**Pour les Etats-Unis socialis-
tes d'Europe :
Dehors les gouvernements
européens au service des
banquiers !**

**À bas l'Europe capitaliste de
Maastricht-Amsterdam !**

Le 2 décembre 2008

CAAS

Comité Anticapitaliste d'Action pour le Socialisme

Les Comités Anticapitalistes d'Action pour le Socialisme ont été fondés !

Le rôle du parti communiste est d'organiser les travailleurs pour le programme de la révolution socialiste. La lutte quotidienne pour défendre nos conditions de vie et de travail nous amène à reconnaître la nécessité de nous organiser. Le parti du prolétariat est la manifestation de la classe ouvrière qui prend conscience de ses intérêts propres, en vue de la prise du pouvoir.

Pour amener les travailleurs et les jeunes vers le parti, les révolutionnaires doivent quotidiennement se battre pour éveiller la classe à l'organisation. La première des batailles se mènent dans les syndicats, ces « écoles du socialisme », qui sont la première organisation des travailleurs face aux patrons. Une bataille doit être menée sans relâche pour leur indépendance et la démocratie ouvrière interne.

Le parti peut aussi chercher à regrouper autour de lui les travailleurs et les jeunes en impulsant, en construisant des outils de transition utiles à la lutte contre le capitalisme et qui rapprochera ces travailleurs et ces jeunes du parti. Des associations ou des comités d'action par exemple. Ces structures doivent nécessairement répondre à un besoin organisationnel de la classe à un moment donné de la lutte.

La crise du capitalisme, va emporter avec elle des millions d'emplois, dégrader des conditions de vie déjà barbares pour la majorité de la population mondiale dans des proportions encore difficiles à mesurer. Face à cette crise la jeunesse, lycéens, étudiants et jeunes travailleurs, veut agir. Elle est à la recherche d'outils d'action et d'organisation pour se battre. Les CAAS impulsés par le GSI cherchent modestement à répondre à ce manque.

Parce que la jeunesse prend conscience que c'est le système capitaliste qui s'effondre, les CAAS, qui sont des structures souples et unitaires, proposent de réfléchir dans la lutte et par la lutte à une alternative au capitalisme, le socialisme. Les jeunes aujourd'hui ne sont pas anti-communistes, mais ils demandent à connaître l'histoire du mouvement ouvrier, le fonctionnement de l'économie capitaliste (et socialiste !) et les rouages de la politique.

La classe ouvrière manque d'une direction politique pour la mener à la révolution, la jeunesse partie prenante du combat de la classe ouvrière doit se former dans ce combat en forgeant sa propre organisation en relation avec le parti révolutionnaire en construction. Les CAAS sont le cadre souple et unitaire qui aide à ce processus. Alors que l'impérialisme cherche à sauver de sa ruine un capitalisme en putréfaction, « Vive le socialisme ! » doit être plus que jamais notre mot d'ordre.

Greg

Jeunesse

Nous, lycéens de Claude Monnet, Fénelon et Buffon à Paris, Guillaume Apollinaire à Thiais, étudiants des universités de Paris 1, Paris 3 et Nanterre, et travailleurs, nous sommes réunis à Paris le 19 novembre 2008 et avons décidé de fonder les Comités Anticapitalistes d'Action pour le Socialisme (CAAS). Après avoir discuté et échangé sur les conséquences concrètes et catastrophiques de la crise du capitalisme pour les jeunes, les travailleurs et les peuples du monde nous sommes arrivés aux conclusions suivantes :

- le système capitaliste, dont le seul moteur est la recherche du profit à tout prix, connaît une crise sans précédent et montre chaque jour sa nature barbare. Il n'a à proposer comme perspective d'avenir aux jeunes et aux travailleurs que toujours plus de chômage, de précarité et de misère, quand ce n'est pas la guerre et la famine ;

- les gouvernements sont aux services des capitalistes, des spéculateurs et des banquiers et n'ont qu'un seul objectif,

celui de faire payer la crise aux jeunes et aux travailleurs à travers la liquidation des droits collectifs des travailleurs et la privatisation de la santé, de l'éducation ainsi que de l'ensemble des services publics ;

- aucune organisation politique n'avance d'alternative crédible à la barbarie capitaliste ;

- pour nous il n'y a qu'une seule alternative au système capitaliste : le socialisme. En d'autres termes, il s'agit d'une société basée sur la collectivisation des moyens de production et d'échange, afin de satisfaire l'ensemble des besoins sociaux et vitaux de l'humanité.

Que sont les CAAS ?

Les CAAS sont des structures de réflexion et surtout d'action, qui ont pour objectif de faire le lien entre les luttes immédiates et concrètes contre les attaques du gouvernement et la perspective politique alternative au capitalisme, c'est à dire le socialisme.

Les CAAS se battent pour l'indépendance politique et financière totale des organisations du mouvement ouvrier, de la jeunesse vis-à-vis de l'appareil d'état et de la bourgeoisie.

Les CAAS se battent pour la démocratie au sein du mouvement ouvrier de la jeunesse et des travailleurs, c'est à dire pour que ce soient les jeunes et les travailleurs, au sein de leurs organisations et des Assemblées Générales de lutte, qui décident, à la base, de leurs actions et de leurs revendications, pas les bureaucraties politiques et syndicales liées à l'état et aux partis institutionnels.

Les CAAS se battent pour la mobilisation permanente des jeunes et des travailleurs, c'est à dire pour la mobilisation intransigeante jusqu'à la satisfaction des revendications, contre les journées d'action sans lendemain qui cherchent à démoraliser et à démobiliser.

Les CAAS se battent pour l'unification des luttes et l'unité d'action sur la base

des revendications et ils s'opposent à toutes les divisions orchestrées par les bureaucraties syndicales. Les lycéens et les étudiants sont des travailleurs en formation. En ce sens, leurs intérêts sont indissolublement liés à ceux de la classe ouvrière. C'est pourquoi nous soutenons les luttes des travailleurs comme l'a montrée la victoire contre le CPE en 2006, seule l'unité des jeunes avec l'ensemble de la classe ouvrière peut mener à la victoire et faire reculer

Pour un enseignement public, laïc, gratuit pour tous de la maternelle à l'université :

Non aux pôles d'excellences ! Abrogation de la LRU !

Non aux réformes Darcos ! Non à la liquidation du Bac !

Non aux suppressions des postes dans l'éducation nationale !

Non à la liquidation des concours de recrutement de l'éducation nationale !

Non à la suppression des RASED !

Pour la défense de notre droit à la retraite :

Non à la retraite à 70 ans !

Pour la retraite à taux plein à 60 ans maximum !

Pour la défense des conventions collectives et du code du travail :

Non à la semaine de 65 heures !

Abrogation de la directive européenne sur les 65 heures hebdomadaires !

Assez de licenciements, halte au chômage partiel :

Réduction du temps de travail jusqu'à résorption du chômage !

Non à la privatisation des services publics :

Non à la privatisation de la poste !

Contre les spéculateurs et les banquiers :

Nationalisation immédiate des banques sous contrôle des travailleurs !

Vive le socialisme !

Paris, le 24 novembre 2008

✂

Je m'abonne à l'*Internationaliste*, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date : Prix : 12 euros pour 6 numéros 24 euros pour 12 numéros (1)
Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.
Tarif valable pour la France métropolitaine.
Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.
 Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

Signature

(1) Rayer les mentions inutiles Chèque à l'ordre d'APIDO

Bulletin à renvoyer à : L'*Internationaliste* - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Les capitalistes veulent détruire le Bac : Luttons dans l'unité pour les en empêcher !

Au printemps 2005 les lycéens s'étaient massivement mobilisés contre la refonte de l'enseignement secondaire, réforme du ministre de l'éducation d'alors, F. Fillon. Leur lutte exemplaire a fini par faire céder Fillon sur son attaque contre le bac. Il a été obligé de reculer s'il voulait faire passer le reste de sa réforme (socle minimal de compétences en remplacement des programmes de 2002, début d'autonomie des collèges et des lycées...). Mais la casse du bac reste un objectif central des capitalistes, c'est pourquoi Darcos met toute son énergie à défendre sa réforme des lycées. Détruire le Bac signifie vider son contenu national qui en faisait le premier diplôme, celui qui donne accès à l'enseignement supérieur. C'est détruire son cadre national, adossé au code du travail et aux conventions collectives.

L'éducation dans la lutte des classes

Le gouvernement veut mettre fin à un acquis majeur de la jeunesse et des travailleurs en France. Le lycée est gratuit depuis les années 30, mais il a fallu attendre l'instauration du collège unique dans les années 70 pour que la voie vers ce premier diplôme soit ouverte au plus grand nombre. Ce que les analystes bourgeois appellent pompeusement « la démocratisation » du lycée et de l'enseignement supérieur, est en réalité la possibilité pour un plus grand nombre d'enfants de la classe ouvrière d'accéder à l'université.

Les capitalistes (patrons, actionnaires, qui possèdent les entreprises et les outils de production) cherchent à faire du profit ; c'est cette recherche d'enrichissement sans fin des propriétaires qui fait tourner la machine capitaliste, et qui très souvent la fait dérailler. Ce profit, les capitalistes le prennent sur une partie du travail accompli par les travailleurs. Le salaire correspond à une partie de la richesse, de la valeur, produite par les travailleurs. Le reste de cette valeur, le capitaliste ne la restitue pas aux salariés, mais il la garde sous forme de profit. En France par exemple, les salaires représentent 40%, et les

profits 60% de la richesse produite par la classe ouvrière ! Autrement dit, plus les conditions de travail seront bonnes et les salaires élevés moins les capitalistes feront de profit. Au contraire, si les capitalistes veulent aujourd'hui augmenter les cadences et augmenter le temps de travail hebdomadaire sans augmenter les salaires, c'est pour voir leurs profits exploser !

La « démocratisation » du Bac et de l'enseignement supérieur est tout simplement insupportable pour un capitaliste. Pour lui, un élève ou un étudiant est un travailleur en formation sur lequel il ne peut faire aucun profit. Pour lui, un jeune diplômé est un travailleur qui a des droits, et qui n'est donc pas exploitable à merci ! Dans la lutte qui oppose les jeunes et les travailleurs aux capitalistes, l'éducation est un enjeu majeur. Si nous nous battons pour un enseignement public, laïque et gratuit pour tous de la maternelle à l'université, les capitalistes, eux, veulent imposer un enseignement privé et payant, où la maternelle serait remplacée par des parcs privés, où tous les programmes seraient définis en fonction des besoins du patronat, voire tout simplement remplacés par des stages non rémunérés dès le collège, et où un diplôme validerait les compétences d'un travailleur à un poste spécifique, dans une boîte spécifique. **Notre éducation publique, nous l'avons imposée par la lutte, nous devons la défendre par la lutte.**

Un Bac assiégé

Fillon n'a pas réussi en 2005 à détruire le Bac qu'il voulait démanteler en y instaurant une partie de contrôle continu. Le gouvernement n'a pas freiné pour autant ses attaques contre l'éducation publique. Aujourd'hui, le Bac est pris en étau par l'ensemble des mesures qui visent l'éducation, de la Maternelle à l'Université. En effet, la réforme universitaire LMD a permis le démantèlement des diplômes post-Bac (DEUG, Licence, Maîtrise, DEA, DESS et Doctorat), préparant ainsi celui du Bac. La liquidation des IUFM et du concours de recrutement à l'éducation nationale prépare de son côté la

casse du statut d'enseignant. De 2007 à 2011, près d'un enseignant sur cinq doit partir à la retraite. En détruisant 80 000 postes sur la même période, le gouvernement cherche en réalité à faire pourrir l'éducation publique... et laisser l'enseignement privé fleurir sur ses décombres.

La fin d'une carte scolaire définie par l'Etat pour accéder au lycée permet aux directeurs d'écoles prêts à tout pour défendre la renommée de leur établissement de trier, de sélectionner les élèves qu'ils veulent accueillir. La carte scolaire va donc se redéfinir sur des critères privés : il y aura des lycées de riches, bien vus et bien cotés, et des lycées de pauvres.

En 2006, lorsque Gilles de Robien était ministre de l'éducation, une mesure alors n'avait que trop peu fait parler d'elle. Il s'agit de la « labellisation » d'établissements scolaires, sous le nom « ambition réussite ». Qu'une école soit dotée d'un label est déjà choquant en soi. Mais les critères de dotation sont eux particulièrement révoltants. Le label est attribué aux lycées qui ont mis en place un projet particulier d'établissement conforme à la loi Fillon 2005, qui sont en relation privilégiée avec une entreprise et qui ont trouvé un accord avec une université pour y insérer les futurs bacheliers. Le gouvernement finance donc (le label... c'est surtout de l'argent !) l'autonomie des écoles du secondaire, l'insertion des entreprises dans nos établissements publics et la fin du droit de tout bachelier d'accéder à la l'université et la filière de son choix. Rien que ça !

Le Bac en forfait

La réforme que prépare Darcos est un bélier qui vient enfoncer les murs d'un Bac déjà assiégé. « La réforme du lycée répond à des besoins qui évoluent en franchissant une nouvelle étape : celle de la personnalisation des études » (objectifs de la réforme présentés sur le site du ministère de l'Éducation nationale). L'individualisation des parcours s'oppose au programme commun, défini nationalement, de nos actuelles filières du lycée. Par consé-

quent, le Baccalauréat ne sera plus un diplôme reconnaissant une qualification, donnant des droits collectifs, mais ne sera plus qu'un laisser-passer individuel pour telle université, tel pôle d'excellence, telle entreprise... ou pour le RSA (revenu de solidarité active).

Comment se fait cette personnification des études ? Il s'agit de présenter aux élèves de Seconde des modules qui vont se substituer à une partie du tronc commun et aux options. Darcos en profite pour réduire le nombre d'heures de cours (donc le nombre de profs) dans le même élan. Quatre modules seront proposés, dont deux au choix : les Humanités (module qui recoupe les enseignements de la filière L), les Sciences (enseignements de filière S),

les Sciences Sociales (filiale ES) et la Technologie (qui donne des enseignements propres aux filières technologiques).

Le contenu de ces modules dépendra des fonds dont disposeront les établissements. Tous n'ont pas les moyens de disposer de laboratoires pour ouvrir massivement les modules de sciences, tous n'ont pas les enseignants et le matériel pour permettre des cours de grec ancien et de théâtre dans le module Humanités. Cette réforme des filières en modules va partager les établissements en fonction de leur offre. Nous allons rentrer dans un système de marché des cours, où les lycées nous présenteront des forfaits d'enseignement sur un semestre ! Le Bac ne sera plus

défini nationalement, mais établi par établissement, lycée par lycée. Et nous ne parlons pas de l'aspect pédagogique, parce qu'à l'image des nouveaux programmes du primaire, cet aspect est totalement éludé, voire volontairement saboté par le gouvernement.

Parce que le diplôme du Bac est au centre de notre système d'éducation publique, sa défense doit être au centre de nos revendications. Contre le démantèlement du Baccalauréat, les lycéens et leurs enseignants doivent imposer aux confédérations syndicales la mise en place d'une grève générale de l'éducation jusqu'à satisfaction de toutes nos revendications :

Rétablissement de la carte scolaire !

Restitution de tous les postes supprimés !

Non à la liquidation des IUFM et du concours de recrutement !

Pour un enseignement public et laïque financé par les fonds publics :

Abandon du plan « Ambition Réussite »

Pour un diplôme du Bac reconnu par les conventions collectives et le code du travail :

Retrait de la réforme Darcos !

Greg

Après le 20 novembre : Enseignants, lycéens, personnels, construisons la grève générale dans l'unité !

Lutte des classes

Le jeudi 20 novembre 2008, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales enseignantes, les professeurs ont manifesté massivement leur refus des réformes Darcos. Ils étaient plus de 220 000 à défiler dans toutes la France. Après la grève du 7 octobre, la manifestation du 19 octobre, le ministre de l'éducation nationale poursuit sa politique de destruction de l'enseignement public en frappant sur plusieurs fronts : destruction des statuts, suppressions massives de postes, casse du baccalauréat, suppression de la maternelle...

Il faut dire que la bourgeoisie française, inquiétée par la crise financière, maintient sa pression sur le gouvernement afin qu'il maintienne un rythme soute-

nu aux contres-réformes. Les camarades enseignants, étudiants et lycéens du GSI ont pris part à cette manifestation où la détermination à faire échec au gouvernement était particulièrement forte. Le fait marquant reste la présence en nombre des cortèges des différents secteurs de l'éducation nationale : chercheurs, enseignants, lycéens et collégiens, parents d'élèves. Ce qui prouve la nécessité d'une réponse unitaire aux attaques du ministre. Il ne s'agit plus seulement de multiplier les manifestations mais bien de construire la mobilisation.

Darcos reste déterminé à aller jusqu'au bout de sa politique : Il a échoué à opposer parents d'élèves et enseignants et, comme l'indique ses déclarations

post-manifestation, il se permet maintenant une pointe d'ironie (« la France avance plus vite que les cortèges »). Les menaces qui pèsent sur l'éducation publique doivent être combattues par l'ensemble des travailleurs et élèves de l'éducation nationale. La volonté de lutter dont témoignait la manifestation doit aboutir à la construction de la grève. Dès aujourd'hui, dans les établissements, exigeons de la part de nos directions syndicales un appel à la grève illimitée. Portons dans nos assemblées générales la perspective de la grève générale dans l'éducation nationale, seul moyen d'obtenir un vrai recul du gouvernement.

Rémy

Revue de presse sociale

Au cours de ce mois de novembre, de nombreux mouvements de grève ont secoué la France. Au fur et à mesure que les effets de la crise actuelle du système capitaliste commencent à se faire sentir, les travailleurs se mobilisent contre les attaques du gouvernement, qui cherche à remettre en cause les droits des travailleurs et à privatiser les services publics, éducation et santé en tête. Les travailleurs sont de plus en plus nombreux à se mobiliser, mais ils doivent faire face aux manœuvres répétées de division et de démobilisation de la part des bureaucraties syndicales, qui tentent de provoquer leur démoralisation.

Une des grèves les plus importantes du mois dernier a été celle des **enseignants**, le 20 novembre. Les établissements scolaires ont été touchés dans tout le pays, et de nombreux manifestants sont descendus dans la rue. Dans les écoles primaires, 69 % des enseignants ont débrayé, ce qui a fait de cet événement la grève la plus suivie depuis plus d'un an. Dans les collèges et les lycées, ils étaient plus de 50 %. En tout, il y a eu 131 cortèges dans tout le pays. Sur les 48 villes les plus importantes, les manifestants étaient environ 220 000 : à Paris, il y avait 40 000 manifestants, 20 000 à Bordeaux, 11 000 à Marseille, 10 000 à Toulouse, 8 000 à Lille, etc. Les enseignants, les lycéens et les étudiants se sont notamment mobilisés contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale et l'enseignement supérieur et contre les réformes du bac et dans l'enseignement primaire. Toujours dans le secteur de l'éducation, le 15 novembre, une rencontre a été organisée entre X. Darcos et 600 lycéens soigneusement choisis dans les conseils de vie lycéenne (CVL). À cette occasion, le ministre de l'Éducation voulait vendre sa réforme des lycées, mais il s'est copieusement fait siffler par les lycéens durant son intervention.

À **Air France**, une grève massive des pilotes a fortement perturbé le trafic aérien pendant 4 jours, du 14 au 17 novembre. 70 % des pilotes de ligne étaient en grève pour s'opposer à la volonté du gouvernement de repousser l'âge de la retraite dans ce secteur de 60 à 65 ans. Plus de la moitié des vols de la compagnie ont été annulés pendant la durée de la grève. Le gouvernement et la direction de la compagnie, avec l'aide des bureaucraties syndicales, ont tout fait pour limiter la portée de la grève et pour diviser les personnels navigants techniques (pilotes, copilotes, techniciens) et les personnels navigants commerciaux (hôtesse, stewards)

qui sont eux aussi concernés par le recul du départ à la retraite et qui ont repoussé leur grève au début du mois de décembre. Au deuxième jour de la grève, un des dirigeants du principal syndicat des pilotes, le SNPL, a annoncé aux médias qu'après un accord avec le ministre des Transports, les garanties suffisantes avaient été obtenues pour que le travail puisse reprendre. 65 % des pilotes se sont prononcés contre l'accord. Le travail n'a pas repris et le dirigeant syndical a démissionné.

À **la Poste**, une journée de manifestation a eu lieu le samedi 22 novembre à l'appel des syndicats CGT, SUD, FO, CFDT et CFTC. Cette manifestation était appelée afin de s'opposer au projet du gouvernement de privatisation de la Poste. Dans ce projet, le gouvernement prévoit de transformer la Poste, aujourd'hui entreprise publique, en société anonyme. Les postiers s'opposent également aux suppressions d'emplois que cette privatisation entraînerait. La principale manifestation a réuni à Paris 12 000 personnes. Il y a également eu 1 000 manifestants à Marseille, 2 200 à Toulouse, 500 à Lyon, etc.

Dans les **hôpitaux**, les médecins urgentistes ont commencé une grève dure à partir du 1^{er} décembre, à l'appel de l'Amuf, principal syndicat de cette catégorie de travailleurs. Le syndicat a appelé les médecins à refuser d'être réquisitionnés par les directions des hôpitaux durant le mouvement de grève. Les urgentistes dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail qui mettent en danger la santé des patients. Ils dénoncent également la politique menée par le gouvernement qui vise à favoriser les hôpitaux privés et les cliniques, au détriment de la santé publique. En outre, le syndicat revendique la reconnaissance d'un temps de travail de base de 39 heures et un moratoire sur les fermetures de services d'urgence, de Smur (services mobiles) et de postes de garde. Cette grève fait suite à une série d'arrêts de travail qui se sont produits cette année et qui traduisent un mécontentement de plus en plus important de la part des personnels hospitaliers. Ces personnels sont confrontés de manière chronique aux sous-effectifs et à la baisse des budgets dans le domaine de la santé.

Le mardi 25 novembre, une importante grève de 24 heures a eu lieu dans l'**audiovisuel public** (Radio France, France Télévisions et Radio France International). La grève a été suivie par 43 % des salariés de ces entreprises. Les programmes ont été très

La crise économique en quelques chiffres

Les effets de la crise économique mondiale se font déjà sentir à de nombreux niveaux et la situation ne va pas s'arranger. Le bureau international du travail (BIT) prévoit que la crise se traduise en 2009 par d'importantes baisses de salaire. La croissance des salaires réels atteindra au mieux 1,1 % en 2009 à l'échelle mondiale, mais les salaires vont baisser dans un grand nombre de pays, y compris dans les pays impérialistes. De manière générale, les salaires dans les pays dits les plus riches devraient baisser de 0,5 points en 2009.

Le secteur automobile est l'un des plus touchés par la crise. En France, les ventes de voitures ont chuté de 7 % en octobre et de 14 % en novembre par rapport à l'année dernière. La chute des ventes touche toute l'Europe : en Espagne, les ventes de voitures ont baissé de 49,6 % en novembre ; en Suède, la baisse a été de 36,4 %. Un autre secteur d'activité fortement touché est l'immobilier : au troisième trimestre 2008, le nombre de permis de construire déposés a chuté de 24,4 %, les mises en chantier ont baissé de 20,6 % et les ventes de logements neufs se sont effondrées de 44 %.

Au mois d'octobre, les chiffres du chômage, qui ne prennent en compte que les demandeurs d'emploi de première catégorie, se sont encore fortement dégradés. Près de 45 000 travailleurs supplémentaires sont désormais sans emploi. En tout, la France compte officiellement 2 millions de chômeurs. L'OCDE prévoit que ce chiffre soit de 2,5 millions en 2010. Dans tous les pays de l'OCDE, l'organisation internationale prévoit 8 millions de chômeurs supplémentaires d'ici à 2010.

Lundi 25 novembre, le Pakistan est devenu le premier pays non européen à bénéficier d'un prêt du fonds monétaire international. Ce pays asiatique de près de 150 millions d'habitants a reçu une aide de 7,6 milliards de dollars.

Les conséquences de la crise commencent aussi à se faire sentir d'un point de vue politique dans certains pays. En Islande, pays de 400 000 habitants ruiné par la crise économique et qui a obtenu une aide de 10 milliards de dollars notamment de la part du FMI et de l'Union européenne, les manifestations se succèdent depuis environ 2 mois. Depuis le début du mois d'octobre, chaque samedi, jusqu'à 4 000 personnes se rassemblent pour exiger la démission du Premier ministre et des dirigeants de la banque centrale.

perturbés durant toute la journée et plusieurs journaux télévisés de France 2, France 3 et RFO ont été annulés. Ce mouvement de grève intervient en réponse au projet de loi sur l'audiovisuel présenté par le gouvernement et débattu à la fin du mois de novembre à l'Assemblée nationale. Pour le gouvernement, il s'agit avant tout de permettre aux chaînes privées de maintenir leurs recettes en supprimant la publicité à certaines heures sur les chaînes publiques. Par ailleurs, les travailleurs de l'audiovisuel public s'opposent au projet qui prévoit le non-remplacement de 900 départs à la retraite d'ici à 2012.

À la **SNCF**, deux grèves ont eu lieu au cours du mois de novembre. Ce sont autant de mouvements de grève qui cherchent à diviser les cheminots et à les démoraliser. La première grève s'est déroulée le 6 novembre, à l'appel de la CGT et de SUD. L'appel à la grève ne concernait que les roulants et a été assez suivie, notamment dans la région nantaise, où il y a eu plus de 60 % de grévistes, dans la région rennaise où il y avait 70 % de grévistes, en région parisienne 50 %, etc. Cette grève a été appelée en réponse à la volonté de la direction de la SNCF de remettre en cause les conditions de travail des cheminots : allongement du temps journalier de travail, diminution des temps de pause et des repos, réduction du

nombre de RTT, etc. Ces attaques sont les conséquences de l'ouverture à la concurrence dans le secteur du fret. Le transport des voyageurs va lui aussi être bientôt ouvert à la concurrence, c'est la raison pour laquelle l'ensemble des personnels est concerné. Une seconde grève a eu lieu le 24 novembre sur les mêmes mots d'ordre. Mais tout a été fait pour que ce second mouvement soit un échec. Initialement appelé par presque toutes les organisations syndicales, ces dernières ont levé une à une leur préavis de grève. Finalement, seul SUD a appelé à la grève le 24 novembre et seul le trafic des TER et des trains de la région parisienne ont été affectés.

Dans les **transports publics** de l'agglomération de **Bordeaux**, une grève très suivie s'est déroulée le jeudi 27 novembre. Aucun bus ni tramway ne circulait suite à l'appel de l'intersyndicale CGT-FO-CFDT-CFTC-CGC. Ce débrayage s'est produit en réaction au projet de la Communauté urbaine de Bordeaux de changer d'opérateur. Jusque-là, les transports bordelais étaient assurés par Veolia. Dans le cadre d'un nouveau contrat de délégation de service public, les transports en commun pourraient être confiés à Keolis pour 5 ans dès le 1^{er} janvier 2009. Les syndicats craignent des licenciements et une remise en cause de leurs conditions de travail.

Le jeudi 13 novembre, 40 % des personnels de l'**AFPA** (Association pour la formation professionnelle des adultes) étaient en grève. Plusieurs rassemblements ont été organisés, le plus important devant l'Assemblée nationale où commençait la discussion sur le financement de la formation professionnelle. Les personnels de l'association se sont mobilisés contre le projet de privatisation et contre la suppression de 1 000 emplois sur 12 000.

Lundi 1^{er} décembre, une grève très fortement suivie a eu lieu à l'**ANPE**, à l'appel de 8 syndicats (CFDT, CFE-CGC, CGT, CFTC, FO, SNU-ANPE, SUD et UNSA). 400 agences sur 700 étaient fermées et 70 % des agents étaient en grève. Les arrêts de travail ont été nombreux même chez les cadres et il s'agit d'un des mouvements les plus importants depuis la création de l'ANPE en 1967. Les travailleurs de l'ANPE s'opposent à la fusion avec les Assedic, en particulier à la mise en place des guichets uniques ; ils demandent des hausses de salaire, des créations de postes et dénoncent la détérioration de leurs conditions de travail ainsi que l'augmentation des cadences et des responsabilités.

Mathieu

(Suite de la page 11)

l'appareil. C'est bien connu, quand le navire coule, les rats quittent le navire : le dernier en date, Robert Hue, qui s'est plaint que le PC était « non réformable », a quitté la direction du parti à la fin du mois de novembre. C'est dans ce contexte que se sont tenus les débats préparatifs du prochain congrès qui aura lieu les 10 et 11 décembre prochains. Le texte d'orientation présenté par la direction sortante souhaitant le changement de nom, c'est-à-dire l'achèvement du processus de social-démocratisation entamé après 1989, est arrivé en tête. Mais ce qui a pu être observé lors des préparatifs du congrès, c'est la démoralisation et la diminution du nombre de militants. Dans certaines sections historiques du Val-de-Marne ou de Seine-Saint-Denis, les débats organisés ont réuni à peine 10 % du nombre des adhérents et le nombre de votants se situait en dessous des 50 %. Ce qui peut sauver, en partie du moins, l'existence de l'appareil du PCF, c'est la main tendue par Jean-Luc Mélenchon pour former une alliance lors des prochaines élections européennes.

De la LCR au NPA

La mutation de la LCR en NPA est un autre élément marquant de la situation politique française de ces derniers mois. La LCR s'apprête à se transformer en Nouveau parti anticapitaliste lors de son congrès de fondation en janvier 2009. Mais le projet politique du NPA reste peu défini. Si on ne sait pas vraiment ce qu'il sera, en revanche on sait déjà ce qu'il ne sera pas (voir *l'Internationaliste* n° 81). Il s'agira d'un parti politique qui abandonne les acquis pratiques et théoriques ainsi que la référence au trotskisme. Ce sera un parti qui ne fonctionnera pas sur la base du centralisme démocratique et qui ne se battra pas pour la dictature du prolétariat, c'est-à-dire pour la prise du pouvoir par la mise en place d'un gouvernement par et pour les travailleurs pour l'instauration du système socialiste. Car de socialisme, Olivier Besancenot n'en a pas parlé une seule fois lors du meeting de lancement du NPA de la région parisienne qui s'est tenu le jeudi 6 novembre à la Mutualité !

Quelle perspective politique ?

Les changements sont nombreux au niveau de la gauche institutionnelle et radicale et cela pourrait se traduire par des

résultats assez importants aux prochaines élections pour le NPA ou pour le Parti de gauche, au détriment du PS. Mais ces différentes organisations ne tirent pas, ou ne veulent pas tirer, toutes les conclusions de la crise actuelle du système capitaliste. Se limiter au terrain électoral, ce n'est pas ouvrir les perspectives politiques dont la classe ouvrière a besoin. La nécessité aujourd'hui pour les jeunes et pour les travailleurs, c'est une organisation politique qui œuvre à l'unification des luttes et des mouvements pour construire la grève générale afin de faire reculer le gouvernement. Mais cette perspective pose la question de la remise en cause des institutions, de la prise du pouvoir et de l'alternative politique. L'organisation dont les jeunes et les travailleurs ont besoin, c'est un parti internationaliste qui se batte pour le renversement du capitalisme et pour l'instauration du socialisme, c'est-à-dire l'expropriation des capitalistes et le contrôle de l'économie par les travailleurs afin de satisfaire les besoins sociaux et vitaux de l'humanité. En tout état de cause, c'est la lutte des classes et la mobilisation des travailleurs qui aura le dernier mot.

Mathieu

La crise du capitalisme accélère la recomposition de la gauche institutionnelle

Le processus de décomposition et de recomposition politique entamé après la chute du mur de Berlin a connu en France, à l'instar de ce qui se passe dans les autres pays, une importante accélération au cours de ces derniers mois. Deux facteurs majeurs, liés entre eux, peuvent expliquer cette accélération : l'aiguïssement de la lutte des classes et l'ampleur de la crise actuelle du système capitaliste. Si la situation de la lutte des classes a fait échouer, dans une certaine mesure, la mise en place par la bourgeoisie française d'un système bipartite, comme cela a notamment été le cas en Italie avec la création du Parti démocrate de W. Veltroni, en revanche, la crise économique s'est traduite par une accélération du repositionnement de tous les secteurs de la gauche institutionnelle et « radicale ». Du PS à la LCR en passant par le PC, toutes les organisations politiques sont concernées. Dans les semaines qui viennent de s'écouler, plusieurs éléments marquants ont caractérisé ce processus de réorganisation : les batailles internes et l'élection du nouveau premier secrétaire dans le cadre du congrès du PS, la création du Parti de gauche, les débats préparatifs au congrès du PCF qui doit se tenir au début du mois de décembre et la mutation de la LCR en NPA. La principale question qui se pose aujourd'hui est de savoir quelles conséquences cette recomposition aura pour le mouvement ouvrier.

Le PS au bord de l'explosion

Dernièrement, c'est le congrès du PS qui a le plus attiré l'attention des médias. Les luttes internes ont déchiré le PS lors du congrès de Reims et de l'élection du nouveau premier secrétaire et elles ont laissé le parti au bord de l'implosion. Mais quelles différences programmatiques fondamentales y avait-il entre les différentes motions et les différentes personnalités candidates au poste de premier secrétaire ? En regardant de près les diverses contributions, il est difficile de déceler des différences notables. En effet, il faut rappeler qu'au mois d'avril dernier, alors même que la crise économique avait déjà touché le secteur immobilier, la direction du PS a voté comme un seul homme sa nouvelle déclaration de principe (à 98 %, y compris les secteurs de gauche du PS, parmi les-

quels Jean-Luc Mélenchon). Il s'agissait d'enterrer définitivement le « vieil » héritage marxiste, qui n'était certes plus que très formel au sein du PS, pour revendiquer ouvertement une « économie sociale et écologique de marché, [...] régulée par la puissance publique ainsi que par les partenaires sociaux ». Cette déclaration entérinait donc définitivement la transformation du PS de parti ouvrier-bourgeois en parti bourgeois. En d'autres termes, le capitalisme était officiellement l'horizon indépassable pour l'humanité et les syndicats et autres organisations du mouvement ouvrier devaient être le plus intégrés possible afin d'aider à faire passer les contre-réformes capitalistes auprès des travailleurs. Durant la même période, le maire de Paris Bertrand Delanoë affirmait qu'il était libéral, disant tout haut ce que les principaux dirigeants du PS pensaient plus ou moins tout bas, compromettant alors sérieusement ses chances de devenir premier secrétaire du PS. Même si les discours prononcés par les représentants des six motions du congrès de Reims et par la suite par Ségolène Royal et Martine Aubry se sont « gauchisés » sous l'effet de la crise, en réalité cela ne relève pas de différences de programme politique mais d'une lutte pour le contrôle de l'appareil du PS en vue des élections présidentielles de 2012. Il est difficile de spéculer sur l'avenir du PS, mais il est évident que les luttes qui ont opposé les deux candidates pour la direction du PS vont laisser des traces durables et profondes.

La création du Parti de gauche

Un des éléments marquants du congrès de Reims a été la rupture avec le PS du sénateur de l'Essonne Jean-Luc Mélenchon et du député du Pas-de-Calais Marc Dolez, le 7 novembre dernier. Ces deux représentants de l'aile gauche du PS, qui avaient soutenu la motion présentée par Benoît Hamon et qui s'étaient opposés au traité européen de 2005, ont pris acte des résultats opposant les différentes motions et ont admis que la droite du PS avait remporté la bataille. En effet, en 2002, la « gauche » du PS représentait 44 % des militants. En 2008, elle n'en représente plus que 18 %. Les deux dirigeants ont donc décidé de quitter le PS pour fonder le Parti de gauche. Ce parti regroupe plusieurs secteurs

politiques tels que MARS (mouvement qui intègre des partisans de Jean-Pierre Chevènement), des militants du PS ou encore des militants syndicalistes comme Claude Debons, ancien membre de la direction de la CFDT Cheminots oppositionnelle passé à la CGT au moment du mouvement contre la réforme du système de retraite en 2003. Le Parti de gauche a tenu son premier meeting à l'Ile-Saint-Denis le 29 novembre 2008 et a réuni près de 2 000 personnes. En plus des personnes citées plus haut, était également présent à ce meeting Oskar Lafontaine, ancien ministre du gouvernement de G. Schröder et fondateur du parti *Die Linke* (la Gauche), qui regroupe des syndicalistes, des oppositionnels du SPD et le PDS (ancien parti communiste d'Allemagne de l'Est). Par ailleurs, juste après avoir rompu avec le PS, Jean-Luc Mélenchon est apparu aux côtés de la dirigeante du PCF Marie-Georges Buffet pour annoncer la création de listes « de gauche » lors des prochaines élections européennes. Ce regroupement politique s'inspire notamment du parti *Die Linke*, parti qui a obtenu d'importants résultats électoraux lors des dernières élections régionales et nationales allemandes. Ce parti se situe donc dans le cadre du capitalisme et des institutions et cherche à occuper le terrain traditionnel du réformisme abandonné par le PS. Cette organisation politique est essentiellement motivée par des considérations électorales. S'il obtient des résultats politiques conséquents, le Parti de gauche pourrait être amené à entrer dans un gouvernement de Front populaire avec le PS !

PC : la liquidation finale

Depuis quelques années déjà, l'existence du PCF ne dépend que des accords électoraux passés avec le PS. Depuis la chute du mur de Berlin, les résultats électoraux du PCF connaissent une baisse constante et ont atteint le chiffre historiquement bas de 1,93 % lors de la dernière élection présidentielle. L'effondrement électoral s'accompagne logiquement d'une érosion continue et substantielle du nombre de militants. Par ailleurs, la diminution du nombre de responsabilités électorales, de postes de députés et autres conseillers municipaux se traduit par l'aiguïssement des batailles internes pour le contrôle de

(Suite page 10)

Etats-généraux de la presse : la caution « démocratique » d'un coup de force

Alors que se tiennent les états généraux de la presse, lancés par Nicolas Sarkozy le 2 octobre, un rapport remis au président donne le ton des futures réformes dont accouchera cette « consultation » de la profession.

Danièle Giazzi, secrétaire nationale de l'UMP a en effet auditionné 80 personnalités du métier, dont de nombreux patrons de presse, pour finalement, remettre un rapport lapidaire, aux orientations très claires, comme le laissent deviner ces citations où elle affirme que « les attentes sont très fortes de la part des dirigeants de médias, qui voient fondre leur rentabilité » que « les syndicats défendent des valeurs authentiques, mais à partir de modèles d'analyse et d'actions parfois vieillissants ».

Répondant aux attentes de Sarkozy, qui veut « favoriser l'émergence de groupes de communications forts », Danièle Giazzi enfonce le clou. L'idée, assouplir les règles anti concentration, pour soutenir la presse face à la concurrence des géants de l'Internet, et les groupes de télévisions dans la concurrence mondiale.

En matière de presse écrite, le dispositif actuel interdit aujourd'hui à un groupe de dépasser un seuil de 30 % de la diffusion totale de la presse quotidienne d'information politique et générale.

L'autre règle est dite des « deux sur trois » qui interdit à un même groupe de médias de détenir à la fois une chaîne de télévision, une station de radio et un quotidien d'information.

Dans ses recommandations 23, 24 et 26, Giazzi propose de faire sauter ces « carcans », reprenant une revendication des amis du président : Martin Bouygues (TF1), Arnaud Lagardère (Paris Match), Europe 1, Elle, le JDD ...), Nicolas de Tavernost (M6),

Jean-Paul Beaudecroux (NRJ), Vincent Bolloré (Direct 8, les gratuits Direct soir et Matin plus, un yacht en méditerranée).

Martin Bouygues pourrait ainsi posséder 100 % de TF1 (au lieu de 49 % aujourd'hui), acquérir un groupe de radio (pourquoi pas NRJ ?) ainsi qu'un quotidien de dimension nationale (Le

dieusement, se place sous la coupe d'un des amis du chef de l'Etat.

Alors évidemment, ces propositions, qui sont la raison d'être de ce rapport pour le reste anecdotique, vont faire bondir tous ceux qui se soucient un minimum du pluralisme dans les médias, à défaut de leur indépendance vis-à-vis des groupes industriels, enterrée de longue date...

Pour les rassurer, le rapport Giazzi propose de créer un observatoire du pluralisme dans la presse auprès du Premier ministre... Un Premier ministre qui a évidemment intérêt à ce que la presse exerce ses investigations en toute liberté, y compris à ses dépens.

On ne saurait rêver mieux... Ha, si ! L'inscription des chartes de déontologie des journalistes dans leur convention collective... Une revendication du SNJ dont on doute qu'elle puisse un jour être

véritablement opposée à un patron de presse...

Pas la peine d'être devin pour savoir ce qui sera retenu de ce « rapport », et quelle sera l'utilité des Etats généraux de la presse qui se seront tenus pendant 2 mois. La commission Copé avait déjà donné le ton : des mois de travail, des heures innombrables d'auditions pour qu'au final, le président applique ses propres décisions, sans prendre le temps de consulter le rapport qu'il a lui-même commandé. Une nouvelle fois, ces consultations ne sont là que pour la forme, en coulisse les décisions sont déjà prises, à l'avantage des amis du président.

Michel



Figaro l'intéressait il y a quelques années).

Jean-Paul Beaudecroux, le patron de NRJ, milite qui réclame que le seuil des 150 millions d'auditeurs pour un opérateur soit relevé à 180 millions pour ainsi racheter son principal concurrent dans la jeunesse, Skyrock, ou faire ses emplettes chez les indépendants...

Sur un autre registre, Danièle Giazzi profite de ce rapport pour régler un vieux compte du président avec l'AFP. L'agence, que ses statuts particuliers (elle n'appartient à personne, et est gérée par un conseil essentiellement composé de patrons de presse, ce qui la rend très indépendante du pouvoir tout en vivant des deniers publics) posent comme garante d'une source d'information indépendante en France, a eu plusieurs fois maille à partir avec le candidat Sarkozy. Giazzi propose que l'AFP « ouvre son capital, » afin de disposer de fonds propres, et plus insi-



Que signifie la victoire d'Obama ?

La victoire de Barack Hussein Obama face à McCain a représenté un fait historique, par les connotations de ces élections. Cette victoire a ouvert de grandes perspectives et de grands espoirs parmi les masses étasuniennes et du reste du monde qui attendent qu'un véritable changement se produise. G. Bush est parvenu à être le président le plus impopulaire depuis qu'on fait des sondages. La défaite qu'il subit en Iraq et la crise économique qui a explosé à la fin de son mandat ont marqué ces élections.

La candidature de McCain apparaissait pour les électeurs étasuniens comme la continuité de l'actuel gouvernement, en dépit des efforts que le candidat républicain a fait pendant toute la campagne pour prendre ses distances vis-à-vis de Bush.

Obama a obtenu 95% des voix des Noirs, bien qu'il n'ait pas utilisé le problème du racisme dans sa campagne, et il a, en outre, obtenu un très large appui de la communauté latino-américaine. Les latinos votaient traditionnellement pour les démocrates. Cependant, Hillary Clinton a aussi essayé d'exploiter le racisme contre les Noirs, pour gagner les primaires avec l'appui des latinos. La défaite d'H. Clinton lors des primaires a fait que ces derniers étaient sur le point de passer aux républicains. Les

déclarations de McCain, soutenant le programme de son parti qui considère les immigrants pratiquement comme des délinquants, a toutefois aidé Obama, qui est d'ailleurs le fils d'un immigrant du Kenya. Rappelons également que des millions d'immigrants latino-américains se sont mobilisés le Premier Mai dernier pour exiger leur régularisation.

Les jeunes et les travailleurs à faibles revenus ont aussi voté majoritairement pour Obama. La crise hypothécaire a expulsé plus d'un million de familles de leur maison et quatre millions d'autres sont sur le point de perdre leur logement. Les licenciements augmentent chaque jour, ce qui fait monter le chômage de 1,2 millions de personnes supplémentaire en un an, dont plus de la moitié pendant les trois derniers mois. Des entreprises aussi emblématiques que General Motors, Ford ou Chrysler sont menacées de faillite et envoient déjà des milliers de travailleurs à la rue. La conviction que les problèmes créés par la politique économique de Bush ne seraient pas résolus par son continuateur, McCain, a donné lieu au changement électoral.

Un changement dans la conscience des masses

Le vote pour Obama représente donc,

de manière déformée, une avancée dans les consciences nord-américaines. D'une part, il y a l'opposition des masses à l'occupation de l'Iraq et à la politique guerrière de Bush, les mobilisations d'immigrants sans papiers, le début de la lutte de quelques secteurs de travailleurs qui commencent à faire face aux restrictions et aux licenciements. (Ceux de Boeing ont obtenu une importante victoire en octobre). D'autre part, le vote reflète la défaite que les Etats-Unis subissent en Iraq et la résistance de plus en plus forte en Afghanistan.

Indépendamment de ce que cela signifie pour la bourgeoisie, il est certain que la victoire d'Obama reflète un virage à gauche sans précédent aux Etats-Unis. Les célébrations massives, les larmes de joie des masses de Noirs, montrent que ceux-ci avaient voté pour quelque chose de plus qu'un candidat démocrate. Pour les masses nord-américaines, c'est un immense triomphe de porter Obama à la Maison Blanche. En ce sens, son arrivée à la présidence est comparable à celle des gouvernements de Front Populaire, comme en Bolivie avec Evo Morales, ou comme au Brésil avec Lula da Silva, quand pour la première fois un travailleur métallurgiste accédait à la présidence de son pays.

Des élections avec une répercussion mondiale

Ces élections aux Etats-Unis ont été suivies comme aucune autre dans l'histoire. La possibilité, confirmée par la suite, que gagne Obama, qui pratique un langage différent de celui employé durant les huit dernières années, a produit une vague d'appui mondial au candidat démocrate. Il est curieux que, dans les enquêtes qui ont été faites partout dans le monde, ce n'est qu'en Israël que McCain est apparu comme favori. Rappelons que, quand Obama était encore candidat et qu'il s'est rendu à Berlin, une foule de 200 000 personnes

est allée le recevoir et l'écouter.

Nous sommes passés d'un président qui était reçu avec des manifestations contre sa présence, à un qui réveille l'enthousiasme sur toute la planète. Il est probable que, dans ses premiers voyages à l'étranger, il trouvera également un accueil semblable à celui que suscitait le général Eisenhower à la fin de la Seconde Guerre mondiale en tant que libérateur qui, avec l'URSS, avait mis en échec Hitler.

L'élection d'Obama reflète la situation

mondiale, que nous définissons comme révolutionnaire : la défaite, que l'impérialisme subit en Iraq, la montée des masses au Moyen-Orient et en Amérique latine ont poussé les masses nord-américaines à voter pour Obama. Il est significatif que la nouvelle « first lady », Michelle, a déclaré qu'elle se sentait **maintenant** fière d'être « américaine » (appellation que les Etasuniens se réservent pour eux-mêmes). Et le camp républicain, bien qu'il ait été scandalisé par une critique de ce genre, n'est pas parvenu à chan-

ger le sens du vote, ce qui veut dire que dans la conscience de beaucoup de millions d'Etasuniens est enraciné le fait de ne pas se sentir fiers du pays où ils vivent.

Les gouvernements d'Iran et de Russie ont manifesté leur attente d'une nouvelle ère de relations avec les Etats-Unis. Les pays arabes en général ont très bien perçu la victoire d'Obama, fils d'un musulman, qui de surcroît s'appelle Hussein. Pour le négociateur palestinien des accords de paix avec Israël, Saeb Erekat, « sous la direction d'Obama, la vision de deux Etats pour deux peuples deviendra une réalité ». Les gouvernements de ces pays espèrent que les Etats-Unis ne seront plus considérés comme l'ennemi du monde arabe et vice versa.

Qui a soutenu Obama ?

En plus de convaincre des millions de travailleurs, ce choix a été la meilleure option pour des secteurs très importants de la bourgeoisie étasunienne. C'était le candidat, non d'un parti ouvrier mais du Parti Démocrate, un des deux partis bourgeois qui se partagent le pouvoir

aux Etats-Unis. A l'exception de la bourgeoisie des *gusanos* de Miami, fidèle au Parti Républicain et à sa stratégie de blocus contre Cuba, ainsi que des secteurs du pétrole et du gaz, qui ont ouvertement soutenu McCain, d'autres secteurs bourgeois ont soutenu, soit équitablement les deux candidats, soit carrément Obama ⁽¹⁾.

S'ils l'ont soutenu, c'est parce que l'impérialisme comprenait qu'il avait un besoin urgent de changer la perception des masses vis-à-vis des Etats-Unis. Jusqu'à l'élection d'Obama, la crise économique mondiale, qui commence à affecter l'ensemble de la planète, désignait un ennemi clair, un coupable des guerres qui est maintenant aussi l'origine et la cause de la crise mondiale. Cette crise est en train de laisser des millions de travailleurs sans emploi et provoque une augmentation de la misère sur toute la planète.

Suite à la crise qu'elle traverse, du fait de la situation révolutionnaire mondiale, la bourgeoisie a utilisé durant les dernières années des gouvernements qui servent à freiner la montée des masses. Elle a dû faire appel aux sec-

teurs les plus représentatifs des opprimés et exploités. Ainsi sont donc apparus des gouvernements de front populaire (de collaboration de classes, où des organisations ouvrières participent aux gouvernements bourgeois), y compris avec des travailleurs à leur tête comme au Brésil, des femmes comme Bachelet ou Cristina Fernández (Chili et Argentine), des indigènes comme Evo Morales, des sociaux-démocrates qui doivent donner suite à un certain espoir aux masses, comme Zapatero avec le retrait des troupes d'Iraq, ou des gouvernements avec une rhétorique populiste comme celui de Chavez. Ce sont des gouvernements qui, au-delà du fait que certains d'entre eux ont dû prendre l'une ou l'autre mesure progressiste, ont servi pour freiner, dévier ou contrôler la montée des masses, en permettant aux capitalistes de poursuivre l'exploitation des travailleurs. Ce qui est nouveau, c'est que ceci a dû arriver aux Etats-Unis eux-mêmes. Ainsi, l'élection d'Obama apporte une trêve au capitalisme mondial, et principalement à sa puissance hégémonique, les Etats-Unis.

Les Etats-Unis peuvent-ils cesser d'être impérialiste avec Obama ?

Avec Obama, la presse mondiale a retrouvé la possibilité de parler favorablement des Etats-Unis sans rougir. Les discours sur la bonté de la démocratie des Etats-Unis et la capacité de la société nord-américaine de changer l'orientation de son gouvernement sont de retour. Le commentaire le plus courant est que, comme disait un éditorial du journal espagnol « El País », « la victoire d'Obama détruit les barrières ethniques et revalide les Etats-Unis comme modèle universel ». McCain l'accusait d'être socialiste pendant la campagne électorale. D'autres considéraient qu'Obama peut effectivement mettre un terme à l'impérialisme, construire une nouvelle ONU (cette fois démocratique), un monde multilatéral et, finalement, que c'est finalement une merveille qu'un pays qui connaissait la ségrégation il y a quarante ans, a maintenant un Noir comme président. On veut nous faire croire que la démocratie (bourgeoise) peut surmonter l'impérialisme et qu'un gouvernement, ou plutôt, un président, peut le faire, bien qu'avec des difficultés.

Nous devrions nous demander si Ba-

rack Obama va suggérer à Iran qu'en échange de l'arrêt de son programme d'énergie nucléaire, il va proposer le démantèlement de tous les arsenaux nucléaires dans le monde, en commençant par celui des Etats-Unis qui est le plus grand de tous ; s'il va exiger d'Israël qu'il détruise ses 200 têtes nucléaires. Demandons-nous si les multinationales étasuniennes, dorénavant, vont cesser de piller les pays semicoloniaux, si les bases militaires des Etats-Unis, sur toute la planète, vont être fermées...

L'impérialisme ne change pas sa nature, même si la couleur de la peau de son président change. Nous pensons que le modèle qu'ils nous proposent comme exemple est celui de la démocratie impérialiste, qui va continuer à opprimer les travailleurs de son propre pays et ceux du reste du monde. Le président élu peut en arriver à lâcher une concession ou une autre, comme a fait Roosevelt dans les années trente, pour relever l'économie de la crise de 1929 avec les plans de travaux publics et freiner la montée ouvrière qui a été à l'origine des grandes organisations syn-

dicales aux Etats-Unis. Mais ce qui est certain, c'est que, comme tout gouvernement capitaliste, il va essayer irrémédiablement de faire retomber la crise économique sur le dos des travailleurs.

Les gouvernements des pays capitalistes sont là pour administrer les affaires de la bourgeoisie. Pour que Barack Obama puisse changer le rôle des Etats-Unis dans le monde (ce qui n'est pas son intention) et mettre un terme à l'exploitation des travailleurs ou à la discrimination ethnique et à l'oppression de la femme, il devrait détruire l'Etat bourgeois, c'est-à-dire en finir avec le capitalisme.

Les guerres, les invasions et les agressions de l'impérialisme vont continuer, aussi longtemps qu'existe l'impérialisme. Clausewitz disait que la guerre est la continuation de la politique avec d'autres moyens et l'impérialisme ne peut pas se maintenir sans s'imposer militairement. Les Etats-Unis ont été jusqu'à présent le gendarme mondial du capitalisme, et le fait qu'Obama veut disposer de l'appui des autres pays impérialistes du monde ne change rien au fait qu'il veut cet appui pour que le

système continue à exister.

Obama ne va pas détruire le système mais il va le diriger pour qu'il puisse subsister. En ce sens, son gouvernement a un caractère préventif face à la

possibilité, du fait de la crise économique, d'une forte montée des luttes. Pour mettre un terme au système, les Obamas dans le gouvernement ne suffisent pas, il faut que ce soient les travailleurs qui prennent directement le pouvoir

avec la révolution socialiste et détruisent l'Etat capitaliste. C'est ce qu'a dit Marx, que les économistes et les journalistes du monde entier citent maintenant à cause de la crise économique. Cela n'a jamais été réfuté par l'histoire.

Le programme d'Obama

Le caractère de l'Etat défendu par Barack Obama se reflète dans son programme électoral, ainsi que dans les mesures qu'il va prendre quand il commencera à gouverner, telles qu'elles ont été annoncées après son triomphe.

Les conseillers dont il s'entoure et dont les noms circulent pour son prochain gouvernement, sont des personnages connus. Beaucoup ont fait partie des gouvernements de Bush, de Clinton ou même de Ronald Reagan. « *Pour les thèmes d'économie, les principaux conseillers d'Obama sont Paul Volcker et Robert Rubin. Volcker a été président de la FED (Federal Reserve), la banque centrale des Etats-Unis, entre 1979 et 1987, au temps de Ronald Reagan. Il a été un des pères du néolibéralisme et a joué un rôle fondamental dans la mise en oeuvre de la "globalisation capitaliste". A cette époque, sa devise était que "les familles nord-américaines doivent diminuer leur niveau de vie". Evidemment, les familles auxquelles il faisait allusion n'étaient pas les riches... D'autres conseillers d'Obama sont Lawrence Summers, ancien de la Banque Mondiale et aussi secrétaire du Trésor de Clinton ; Jamie Dimon, actuel président de la Banque d'Investissements JP Morgan, et Timothy Geithner, ancien directeur du FMI.* » (Voir *Os homens do presidente* publié dans *Opinião Socialista*, l'organe du PSTU, la section brésilienne de la LIT.)

Obama compte aussi, parmi ses conseillers économiques, l'homme le plus riche de la planète, Warren Buffet. Le nom de Collin Powel, membre du parti républicain qui a dirigé la première guerre d'Iraq et qui a été secrétaire d'état de G.W. Bush jusqu'en 2004, circule comme membre du nouveau gouvernement. Hillary Clinton elle-même vient d'accepter d'être secrétaire d'Etat d'Obama. Dans un gouvernement qui paraît être un cabinet d'unité nationale (comme celui d'Angela Merckel avec le SPD en Allemagne), Barack Obama dispose de l'appui de son adversaire McCain à cette étape. Avec tous ceux-là, Obama veut « une

nouvelle aube de leadership étasunien ».

Mesures économiques

Dans son discours comme vainqueur des élections, Obama a averti les Nord-américains qu'ils devront se sacrifier et que la pente sera dure à grimper. Il sera plus difficile de freiner les licenciements ou de garantir de nouveaux emplois au moyen de travaux publics à cause du manque d'argent que va rencontrer son administration, qui commence déjà à être hypothéquée, avec son accord, pour sauver les bénéficiaires de la bourgeoisie étasunienne. L'augmentation des impôts pour les familles les plus riches, (que Bush avait baissé), une augmentation qui n'atteint même pas celle qu'a imposé le président républicain Eisenhower dans les années 50, ainsi que la diminution d'impôt pour les salaires les plus faibles, sont ses promesses les plus progressistes. L'argent que Bush est en train d'engager à la fin de son mandat pour freiner la débâcle financière, Obama devra le prendre aux travailleurs. Il devra le prendre aux travailleurs de son propre pays et à ceux du reste du monde, comme l'a fait jusqu'à présent cet aspirateur de capitaux qu'est l'économie des Etats-Unis.

Déjà avant les élections, le président élu a commencé à montrer ses véritables intentions. Le plan de sauvetage de 700 milliards de dollars pour les banques, présenté par Bush, a été approuvé par les deux candidats. Cette énorme somme d'argent sera employée pour pallier la chute du système financier. Les protestations contre cette mesure sont arrivées jusqu'aux portes de Wall Street, où l'effigie de Karl Marx présidait les dénonciations contre les brokers de la bourse. Il est possible que le changement de dernière heure dans le plan de sauvetage avancé par le gouvernement Bush, qui va destiner les fonds d'aides aux crédits non-bancaires et refinancer les hypothèques qui sont sur le point de mener à la saisie, ait pu compter avec l'appui de l'équipe d'Obama. Il est même possible que ce changement soit issu de cette équipe.

Ce qu'ambitionnent ces mesures, c'est que les travailleurs nord-américains continuent à rembourser leurs hypothèques et leurs prêts. On préfère percevoir un peu moins chaque mois que ne percevoir rien du tout et se trouver avec des millions de logements que personne ne peut acheter. L'argent qui peut être destiné à ces mesures n'est pas pour garantir leur logement aux 10 millions de personnes qui peuvent le perdre durant les prochaines deux années. En outre, on ne va pas restituer la maison à ceux qui l'ont déjà perdue, ni garantir que ceux qui perdent leur emploi puissent la conserver.

Après sa victoire, Barack Obama a déjà demandé à Bush de secourir en urgence le secteur de l'automobile, menacé de fermeture. Les mesures qu'il a négociées vont servir à l'industrie pour adapter les usines à la fabrication de modèles plus efficaces et appropriés à la baisse des ventes du fait de la crise économique. C'est-à-dire que les nouvelles usines auront besoin de moins de main d'œuvre et, ce qu'Obama veut garantir, ce sont donc les bénéficiaires des entreprises et non les emplois, qui vont être perdus par dizaines de milliers avec ces mesures.

La lutte concernant le soutien au secteur de l'automobile en échange du vote favorable des démocrates au Traité de Libre Echange (TLC) avec la Colombie, montre les divergences entre les secteurs impérialistes de l'actuel gouvernement et ceux du prochain. Obama a critiqué l'administration Bush pour s'être engagée, lors de la réunion du G20, à ne pas mettre en oeuvre des mesures protectionnistes. Barack Obama considère que le protectionnisme est nécessaire pour sauver les bénéficiaires de l'industrie de l'automobile aux Etats-Unis. Dans l'agriculture, des aides millionnaires sont maintenues et peuvent être étendues à d'autres secteurs avec Obama, faisant fi des accords de commerce international, accords que les Etats-Unis eux-mêmes promeuvent à leur bénéfice.

Il faut rappeler, en outre, qu'Obama soutient les plans de santé privés, dont

il a reçu 414 863 dollars pour sa campagne électorale.

Politique internationale

Obama s'était opposé à la seconde guerre d'Iraq et il était pour le retrait des troupes de ce pays, avant d'être sénateur. Toutefois, son discours s'est modéré pendant sa candidature et sa campagne, pour proposer finalement que le retrait des troupes soit échelonné sur 16 mois et qu'on maintienne en Iraq une force d'appui de **60 000 soldats**, pour combattre contre le "terrorisme". Le retrait de troupes, partiel donc, serait destiné à « gagner » la guerre en Afghanistan, y compris en entrant au Pakistan. Il prétend doubler le nombre de soldats en Afghanistan, selon lui pour capturer ou tuer Bin Laden. Ce qui est certain, c'est qu'avec son plan, nous allons vers une recrudescence de l'agression impérialiste en Afghanistan. Obama a aussi fait savoir qu'il pourrait attaquer l'Iran, qu'il considère comme un danger mondial, si ce pays continue avec l'enrichissement de l'uranium. Sur ce point, il ne se différencie donc pas de son prédécesseur.

Il est significatif aussi qu'il ait choisi Rahm Emanuel comme chef de Cabinet (celui qui, entre autres, décide de

l'agenda du président). C'est un sioniste déclaré, fils d'un militant de l'organisation terroriste Irgoun, qui a perpétré des attentats sanglants en 1946 contre la population palestinienne pour établir l'Etat d'Israël. Ce personnage, connu au Congrès sous le surnom de Rahmbo pour sa façon de diriger le groupe démocrate, est la confirmation du fait que, même s'il y a des négociations avec le Hamas dans la Bande de Gaza, le gouvernement entrant continuera à être un garant de l'Etat d'Israël.

La fermeture du camp de prisonniers de la base militaire de Guantánamo, dans lequel des centaines de prisonniers de la guerre d'Iraq sont encore enfermés sans jugement, a été une exigence mondiale que Barack Obama avait rejoint. La fermeture a été ratifiée, avec le transfert de 600 prisonniers sur le territoire des Etats-Unis pour les y juger quand il aura pris ses fonctions. Ce geste, qui ne va pas lui causer de grands problèmes, sera utilisé par Obama pour augmenter son prestige, tout comme Zapatero l'a fait en retirant les troupes espagnoles d'Iraq au début de son premier mandat.

Nous voulons faire état de l'appui qu'il va recevoir de Zapatero. Cela veut dire

concrètement que ce dernier va l'aider en Amérique latine et dans le monde arabe. En Amérique latine, l'Espagne a été la plate-forme pour la recolonisation. Les capitaux européens et nord-américains ont pu y entrer avec une plus grande facilité par le biais des entreprises espagnoles. Les sommets ibéro-américains, avec le roi Juan Carlos à leur tête, se sont chargés au cours des 25 dernières années de garantir que les Etats pouvaient privatiser toute entreprise rentable ainsi que les ressources naturelles.

Au Moyen-Orient, Zapatero sera l'allié avec lequel Obama essaiera de reprendre l'offensive. Les troupes espagnoles sont présentes, avec d'importants contingents, tant au Liban qu'en Afghanistan. Zapatero tient un discours selon lequel les interventions militaires doivent être faites avec le soutien des organismes internationaux, comme l'ONU, ou de la « communauté internationale ». L'ONU est l'écran que l'impérialisme utilise pour justifier des agressions et des occupations, comme cela a déjà été le cas pour la Bosnie, l'Afghanistan ou le Liban. La dénommée « communauté internationale » est celle des pays impérialistes et leurs alliés des pays dépendants.

La "gauche" et Obama

Que la bourgeoisie essaye de célébrer ses modèles et défendre ses intérêts, c'est normal. Le problème est qu'elle trouve toujours de l'aide pour cela chez des personnages qui apparaissent aux yeux de millions de travailleurs comme de gauche. Zapatero se déclare ami et allié fidèle d'Obama. Lula, Bachelet et Tabaré Vázquez le fêtent et lui demandent de resserrer les liens entre leurs pays et les Etats-Unis. Amorim, le chancelier brésilien, a affirmé que « nous n'allons pas nier que le gouvernement brésilien a eu une bonne relation avec celui de (George) Bush, de pragmatisme et de respect. Mais maintenant la relation peut être d'affinité et, nous l'espérons, de coopération avec le nouveau gouvernement nord-américain ».

Les stars de Hollywood, les chanteurs comme Bruce Springsteen ou le documentariste anti-Bush, Michel Moore, sont d'enthousiastes partisans d'Obama.

Une grande partie des intellectuels de gauche, comme Tarik Ali ou Galeano, exposent leurs doutes et leurs espoirs, font des propositions à Obama et le

conseillent sur ses priorités pour mieux gouverner. Ils exigent de patienter pour critiquer Obama, expliquant qu'il faut lui donner un répit parce qu'il doit affronter beaucoup de problèmes, et qu'au moins il faut attendre jusqu'en janvier pour voir ce qu'il fait. **Ils construisent ainsi un temps de trêve très supérieur à celui qu'ont pu avoir Jimmy Carter ou Kennedy en leur temps** (deux présidents US issus du parti démocrate qui ont eu un important appui populaire).

Chavez et Castro

Il est normal aussi que les travailleurs nord-américains et du monde entier voient Obama avec des espoirs et des illusions, parce qu'il est noir, fils d'un immigrant, et qu'en outre, il n'est ni un millionnaire ni un grand propriétaire. Ce qui est certain, c'est que pendant un certain temps, probablement jusqu'à ce que continuent les agressions militaires sous son mandat, la conscience anti-impérialiste sera atténuée par les espoirs en Obama. Mais nous voulons souligner le déluge d'appuis et de féli-

citations qu'il a reçu des gouvernements et dirigeants qui se disent « révolutionnaires ».

Chavez a dit que « l'élection historique d'un afro-descendant à la tête de la nation la plus puissante du monde, est le symptôme de que le changement d'époque qui s'est développé depuis le Sud de l'Amérique, pourrait être en train de toucher aux portes des Etats-Unis. Depuis la patrie de Simon Bolívar, nous sommes convaincus que l'heure est arrivée d'établir de nouvelles relations entre nos pays et avec notre région, sur la base des principes du respect à la souveraineté, l'égalité et la vraie coopération ». Avant les élections, il avait demandé à Obama de mettre un terme à l'impérialisme s'il gagnait. **Evo Morales** a comparé l'élection d'Obama avec la sienne, l'un étant un Noir et l'autre indigène, il a déclaré que « nous avons beaucoup d'espoir que les relations diplomatiques, commerciales et d'investissement avec notre pays vont s'améliorer. Nous avons beaucoup d'espoir et nous sommes optimistes ». Et **Fidel Castro** a publié

dans « Granma » que « *le peuple des Etats-Unis se préoccupe bien plus de l'économie que de la guerre d'Iraq. McCain est vieux, belliqueux, inculte, peu intelligent et sans santé* ». Il ajoute finalement (à l'adresse de Lula) : « *Si mes calculs étaient erronés, le racisme se serait imposé de toutes manières, et le candidat républicain obtiendrait la Présidence, le danger de guerre serait augmenté et les occasions des peuples d'aller en avant seraient réduites.* »

Ces dirigeants savent parfaitement ce que représente Barack Obama et cela ne les a pas empêché de le soutenir. Pour eux, cette nouvelle face de l'impérialisme surgit au bon moment pour continuer, ou plutôt, pour approfondir la capitulation face à l'impérialisme qu'ils pratiquent depuis des années, à savoir, que l'impérialisme puisse piller les économies de leurs pays. Ils acceptent que l'impérialisme continue à dominer le monde et ils ne rompent pas

avec lui. Ils espèrent d'Obama qu'il les accepte comme ses intermédiaires. C'est pourquoi, Chavez et Castro insistent sur le fait qu'il y ait du respect mutuel.

Tout ceux qui, depuis la « gauche », soutiennent Obama semblent avoir oublié que le soutenir, c'est soutenir le président des Etats-Unis, à savoir, le chef du pays impérialiste le plus important du monde, le « gendarme mondial » du capitalisme. La rhétorique de Hugo Chavez a contribué à cela depuis des années. Quand le président vénézuélien parlait d'impérialisme, il se référait seulement aux Etats-Unis et, durant les dernières années en particulier, seulement à George Bush. Pour le président vénézuélien, Bush était le diable. L'impérialisme européen n'existait pas, le président espagnol Zapatero était été considéré par Chavez comme révolutionnaire.

Cela fait longtemps que la bureaucratie cubaine pardonne tout aux chefs du Parti Démocrate des Etats-Unis. Fidel Castro présente maintenant Kennedy (le président qui a autorisé l'invasion de la Baie de Cochons), comme un homme qui a été poussé à cette aventure militaire par son vice-président belliqueux. Il est vrai que Fidel doute aussi qu'Obama puisse changer profondément les Etats-Unis, mais cela ne l'empêche pas de faire son éloge.

Avec la disparition de Bush de la scène politique, disparaît l'« anti-impérialisme » (ou plutôt l'anti-américanisme) du castro-chavisme. La plus grande avancée qu'il y a eu dans la conscience latino-américaine dans les dernières décennies est l'anti-impérialisme, même si c'est principalement contre les Etats-Unis, et cela peut faiblir par la faute des commentaires pleins de louanges de ces personnalités. C'est cela le rôle sinistre qu'ils jouent.

Le mouvement ouvrier face à Obama et la construction du parti révolutionnaire

Le gouvernement d'Obama est porté par de grands espoirs de la population étasunienne. Mais ces espoirs dans un gouvernement non-guerrier qui résoudrait les problèmes économiques, peuvent donner lieu à une déception sans précédent. Lula et Zapatero ont disposé d'une conjoncture économique favorable pendant ces années. Ils ont aussi pu disposer de l'appui inconditionnel de la bureaucratie syndicale de la CUT et du PT du côté de Lula, ou de la « gauche » réformiste de Izquierda Unida et les directions syndicales de CCOO et d'UGT en Espagne, pour gouverner sans sursauts jusqu'à présent. Obama, bien qu'il ait aussi l'appui des organisations syndicales, se trouve face à la plus grande crise économique depuis 1929. Le retrait des troupes sans victoire militaire en Iraq peut provoquer une plus grande déstabilisation au Moyen-Orient et l'ouverture de nouveaux fronts au Pakistan ou en Iran.

Les masses noires espèrent que le racisme, la discrimination au travail ainsi que la discrimination sociale et éducative qu'elles subissent, prendront fin avec le premier président noir des Etats-Unis. Toutefois, déjà de nos jours la situation de cette population s'est aggravée et continuera à s'aggraver avec la crise économique. Les immigrants ont aussi ces espoirs, mais tout

comme les Noirs, ce sont les premiers à perdre leur emploi.

Les travailleurs, les jeunes et les opprimés nord-américains ont donné un coup de poing sur la table avec l'élection d'Obama. Pour la première fois, ils sentent qu'ils ont choisi leur candidat et ils ont démontré qu'ils peuvent aller au-delà de ce qu'on attendait d'eux. Il est nécessaire qu'aux Etats-Unis, on commence à donner une réponse de classe à la crise et aux mesures que mettra en oeuvre le nouveau gouvernement. On peut le faire en proposant un programme contre le chômage et le problème du logement, pour l'accès à la santé et à l'éducation, publiques et de qualité. Il y a urgence pour cette tâche, également parce que, sans avancée sur ce terrain, l'extrême droite peut se réorganiser et reprendre le pire de ce qu'a été l'ère de Bush pour en faire le centre de sa politique.

Le mouvement ouvrier des Etats-Unis, qui a été le protagoniste de grandes luttes dans le passé et qui n'a jamais subi de défaite historique, peut commencer à se réveiller. La crise économique menace des millions de travailleurs avec le chômage aux Etats-Unis. Les travailleurs auront en face d'eux toute la machinerie bureaucratique qui a été construite dans les syndicats pour museler leurs luttes. La bureaucratie

syndicale est un appui ferme du parti démocrate, elle a dépensé des millions de dollars dans la campagne électorale. Maintenant la classe ouvrière va expérimenter ce qu'est le maximum que peut lui offrir la bourgeoisie nord-américaine. S'ouvre ainsi la possibilité de commencer à faire face à la bureaucratie syndicale et, dans cette lutte, à construire une organisation socialiste dans le berceau de l'impérialisme.

A ses origines, la IV^{ème} Internationale a eu son parti le plus fort aux Etats-Unis. Le vieux parti de James P. Cannon, le SWP, faisait partie de la réorganisation du mouvement ouvrier nord-américain dans les années 30. Renouer avec le meilleur de la tradition ouvrière révolutionnaire est une tâche nécessaire pour construire un parti de la IV^{ème} Internationale et commencer à surmonter la crise de direction révolutionnaire. C'est une nécessité pour mettre un terme au système d'exploitation et pour construire le socialisme.

1) Voir l'article "Los partidos burgueses frente a la crisis" d'Andrés Bárcenas, publié dans le journal *Voz de los Trabajadores*, la publication du groupe de militants de la LIT-QI aux Etats-Unis : http://www.litci.org/MateriaES.aspx?MAT_ID=1419

Face à l'assassinat des militants d'Aragua, au Venezuela

Non à l'impunité !

Campagne internationale du mouvement ouvrier : pour exiger l'ouverture d'une enquête, pour le châtiement des assassins des dirigeants ouvriers RICHARD GALLARDO, LUIS HERNÁNDEZ et CARLOS REQUENA, au Venezuela !

La LIT, ses partis et nombre d'autres



Luis Hernández

organisations syndicales ou politiques se sont prononcés, ensemble, pour condamner l'assassinat des trois camarades syndicalistes de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT) d'Aragua, et membres de l'Unité Socialiste de Gauche (USI). Nous nous sommes également déclarés solidaires avec leurs parents et camarades.

La protestation des travailleurs contre ce crime barbare continue à prendre de l'ampleur au Venezuela. Les obsèques des camarades ont eu lieu devant un millier de travailleurs ou voisins de Villa Cura et de Maracay. L'UNT d'Aragua a décidé d'un plan de lutte pour exiger que les coupables soient appréhendés, jugés, condamnés, et pour que cessent les assassinats de dirigeants syndicaux ou paysans au Venezuela.

Maintenant, en soutien à la protestation ouvrière, il est urgent que toutes les organisations qui ont condamné ce crime, soutenant les camarades et les parents des victimes, lancent un grand mouvement de solidarité internationa-

liste et prolétarienne pour exiger, du gouvernement du Président Hugo Chavez, l'ouverture d'une enquête et le châtiement des criminels.

Il faut souligner que, à cette occasion, c'est à des dirigeants avec une longue trajectoire de lutte dans le mouvement ouvrier vénézuélien que les tueurs à gages et leurs commanditaires se sont attaqués.

En effet : Richard Gallardo était le président de l'UNT d'Aragua ; Luis Hernández, dirigeant syndical de Pepsi Cola ; et Carlos Requena, dirigeant syndical de l'entreprise Produvisa-Conasat. Ces camarades ont été pris pour cible alors qu'ils rentraient chez eux, après avoir passé leur journée à soutenir les travailleurs d'une entreprise en lutte (la multinationale laitière Alpina). Le matin, avec les 400 travailleurs d'Alpina, ils avaient déjà subi la répression policière de la part du gouvernement régional. Alors que la société voulait fermer cette usine, les travailleurs sont parvenus à l'occuper.

« Lors des élections du dimanche 23 novembre, Richard Gallardo avait été candidat au Conseil Législatif de la province d'Aragua, et Luis Hernández à la mairie de la Commune Zamora (Villa de Cura) pour l'Unité Socialiste de Gauche (USI), cette organisation ouvrière et socialiste les ayant présenté sur une liste indépendante, et face à la bourgeoisie putschiste et face au chavisme. Pour sa part, délégué à la prévention, Carlos Requena était reconnu combattant acharné de la santé au travail et des conditions de travail.

Voilà pourquoi ces militants étaient si haïs par la droite locale qui, elle, est liée à des bandes mafieuses.

Nous sommes conscients qu'il s'agit là d'un crime politique contre l'organisation et la mobilisation indépendante des travailleurs. C'est pourquoi, il faut exiger une enquête immédiate, et ensuite l'emprisonnement des tueurs à gage et de leurs commanditaires » (Cf.

déclaration de l'Union Socialiste des Travailleurs (UST), section de la LIT-QI au Venezuela)

Le brutal assassinat de ces trois dirigeants ouvriers et socialistes, au Venezuela, est un coup dur contre le mouvement ouvrier de ce pays, avec des ré-



Richard Gallardo

percussions en Amérique latine et dans le monde.

Le Venezuela vit un processus révolutionnaire et le mouvement ouvrier est parvenu, de longue lutte, à mettre en échec la tentative de putsch militaire soutenue par l'impérialisme en 2002, ainsi que le lock-out patronal de PDVSA en 2003. Le peuple vénézuélien a largement démontré sa disposition révolutionnaire en faisant face à la droite, en luttant et risquant la vie pour l'emploi et pour la terre.

L'assassinat de dirigeants syndicaux n'est pas un fait nouveau. C'est le moyen dont disposent le patronat et les bureaucraties pour détruire le mouvement ouvrier organisé et pour mettre un terme à la situation révolutionnaire au Venezuela. Ce n'est pas par hasard qu'ils ont attaqué des dirigeants de l'UNT d'Aragua, une des organisations les plus combattives du pays.

Le gouvernement de Chavez, qui se dit socialiste, loin de constituer une défense ferme contre les assassinats, les laisse pour le moins passer. Cela fait des années que les travailleurs et les paysans vénézuéliens en sont victimes et, pendant ces 10 années de gouvernement Chavez, loin de disparaître, cette

pratique a continué de faucher le meilleur de l'avant-garde. Pendant tout ce temps, les responsables (matériels ou intellectuels) de cette barbarie anti-ouvrière et paysanne n'ont été jamais poursuivis ni inquiétés. Avant ces derniers assassinats, quatre autres syndicalistes de l'UNT d'Aragua avaient déjà été assassinés. Aussi, la police provinciale avait réprimé les travailleurs de l'usine de sanitaires de Maracay, sans oublier la répression policière lancée

contre les travailleurs de Sidor, ni la dissolution à main armée d'une manifestation des travailleurs du pétrole de la province d'Anzoátegui.

Alors, tandis que le gouvernement d'Hugo Chavez laisse réprimer les travailleurs, les patrons et les propriétaires fonciers peuvent hausser le ton et s'adonner librement au massacre.

On ne doit pas laisser la pratique des assassinats s'installer comme quelque

chose de normal. Aujourd'hui, ce sont les camarades de l'UNT d'Aragua, demain ce sera n'importe quel autre dirigeant ouvrier, n'importe quel autre militant du Venezuela. Si cette pratique - déjà monnaie courante en Colombie, pour ne citer qu'un exemple - s'imposait ici, elle pourrait s'étendre partout en Amérique latine.

Il faut dire **NON** à cette pratique criminelle, restée impunie jusqu'à présent.

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale appelle toutes les organisations syndicales et populaires, tous les partis politiques ouvriers et les organisations démocratiques à lancer une Campagne Internationale pour exiger une enquête, pour le jugement et le châtiment des assassins de **RICHARD GALLARDO, LUIS HERNÁNDEZ et CARLOS REQUENA.**

- Nous soutenons inconditionnellement le plan de lutte de l'UNT et des syndicats d'Aragua, ainsi que toutes les initiatives prises par ces organisations pour l'éclaircissement de ces crimes !
- Nous soutenons inconditionnellement les décisions de ces organisations en vue d'organiser des commissions d'autodéfense dans les syndicats, et nous mettons à leur disposition pour ce faire !
- Nous appelons les organisations ouvrières, populaires et démocratiques à organiser des manifestations devant les ambassades du Venezuela dans tous les pays du monde, pour exiger du gouvernement vénézuélien toute la lumière sur ces crimes, et le châtiment des coupables !
- Nous appelons les organisations syndicales et politiques à envoyer des prises de position au gouvernement du Président Hugo Chavez !

**Camarades Richard Gallardo, Luis Hernández et Carlos Requena,
Jusqu'au socialisme, toujours !**

Secrétariat International de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale

São Paulo, le 2 décembre 2008

Message du GSI

Chers Camarades de l'USI,

C'est avec grande tristesse et indignation que nous apprenons l'assassinat - intervenu dans la nuit du jeudi 27 novembre - des camarades Richard Gallardo, Luis Hernandez et Carlos Requena, dirigeants de l'USI (Union Socialiste de Gauche), ainsi que de l'UNT (Union Syndicale de Travailleurs), dans l'Etat d'Aragua, au Venezuela.

Ces militants ouvriers, socialistes et internationalistes avaient consacré toute cette journée du 27 aux tâches de solidarité avec le conflit des travailleurs de la société Alpina. Leur assassinat par des mercenaires au service du patronat et de l'impérialisme ne doit pas rester impuni !

Le groupe Socialiste Internationaliste s'associe aux exigences formulées par l'USI, tant en direction du gouvernement de Hugo Chavez que dans celle du gouvernement régional : ouverture immédiate d'une enquête en bonne et due forme, pour trouver, juger et condamner les coupables aux peines méritées.

Chers camarades de l'USI, nous sommes sûrs que la douleur et indignation suscitées par ce crime redoubleront notre détermination et persévérance dans la lutte, celle que nous menons pour aider la classe ouvrière à s'émanciper de la barbarie du capitalisme impérialiste. Nous poursuivront ainsi le combat pour lequel les camarades Richard, Luis et Carlos ont donné leur vie.

Nous vous demandons de transmettre nos condoléances et solidarité aux familles et amis, et aussi à tous les militants de l'USI.

Camarades Richard Gallardo, Luis Hernández et Carlos Requena, jusqu'au socialisme, toujours !

Paris, le 30 novembre 2008

Le Secrétariat du GSI

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale.

En Europe et en France, Unifions les luttes contre les gouvernements au service des spéculateurs et des banquiers !

<http://www.gsi-litqi.org/>

Sommaire du n° 82

- ✓ Edito. - Les capitalistes doivent payer leur crise ! p.2
- ✓ En Europe, en France, unifions les luttes... (déclaration du GSI) p.3
- ✓ Les CAAS ont été constitués. p.5
- ✓ Les capitalistes veulent détruire le BAC... p.7
- ✓ Après le 20 novembre... p.8
- ✓ Revue de presse sociale. p.9
- ✓ Recomposition de la gauche institutionnelle. p.11
- ✓ Etats généraux de la presse. p.12
- ✓ Courrier International n°145 - Que signifie la victoire d'Obama ? p.13
- ✓ Face à l'assassinat des militants d'Aragua au Venezuela : Déclaration de la LIT-QI et message du GSI. p.18 et 19